

Si Ronald Reagan gagne les élections ....

## Des années difficiles pour l'Amérique Latine

Ronald Reagan, que certains voient déjà gagner en novembre prochain la course à la Maison-Blanche, possède grâce à son conseiller spécialiste Roger Fontaine un solide programme à appliquer à l'Amérique latine — programme dont on peut déjà dire que, du point de vue de l'empire nord-américain, il est vigoureusement logique.

C'est le conseiller lui-même du candidat qui a récemment dévoilé ce programme dans une interview accordée au journal argentin *El Economista*. L'idée de base est de renforcer la sécurité des USA. D'où le projet d'édifier une véritable forteresse entourée d'un glacis aussi sûr que possible.

Dans la doctrine reaganienne, la forteresse serait constituée par le Canada, les USA et le Mexique dont l'ensemble géographique, économique et humain, riche en ressources naturelles et en technologie, pourrait devenir, sans

aucun doute, la région la plus forte du monde. Quant au glacis, ce sont tous les autres pays d'Amérique latine, où toutes les tentatives de subversion et de destabilisation devront être combattues par tous les moyens : entendons par là que toutes les tentatives d'infiltration communistes, socialistes ou castristes (ou désignées ainsi) attireront une réplique immédiate et énergique des USA.

Donc, pas de réformes « trop précipitées ou mal préparées » qui pourraient ouvrir les voies de la contestation et de la révolution et pas de demi-mesure dans l'appréciation : ou ami ou ennemi des USA.

On s'aperçoit vite que la doctrine de Reagan pour l'Amérique latine n'est qu'une nouvelle version nord-américaine de la doctrine de la « sécurité nationale » — autrefois élaborée par les USA, mais dont ils laisserent les premières applications brutales et sanglantes à des pays tels que le Brésil, le Chili ou l'Argentine.

La doctrine Reagan implique le soutien total des USA aux régimes forts capables de lutter contre toutes les subversions. Cela s'appelle, dans la phraséologie du candidat, consolider les Amériques, et l'expression est également synonyme de intégrer l'Amérique latine, l'Amérique des pauvres, dans l'Amérique anglophone, l'Amérique des riches.

### La « doctrine Reagan » explique déjà certains événements

Les régimes dictatoriaux en place au sud du Rio Grande ont aussitôt compris que les thèses de Reagan, en les transformant en alliés nécessaires de Washington, sont leur seule chance de survie alors que la défense des droits de l'homme, entreprise par Carter, avait, quoique vague, faible et mal exécutée, fait souffler sur eux un vent de défaite.

Incontestablement, pariant sur la prochaine victoire de Ronald Reagan, les dictatures d'Amérique latine relèvent la tête. Comment expliquer, autrement, le soutien presque public que l'Argentine de Videla a donné au coup d'Etat du général bolivien Luis Garcia Meza ? Comment expliquer que la terreur et la répression, maniées par les formations d'extrême droite, augmentent de jour en jour au Guatemala ? Comment expliquer le déchaînement de l'armée salvadorienne contre les guérilleros et les paysans contestataires ? Ou les purges tout récemment intervenues dans l'armée hondurienne touchant 26 officiers supérieurs qualifiés de « progressistes » ?

Comment expliquer la loi votée au début de la semaine dernière par le Parlement brésilien et qui est une épée de Damoclès constamment suspendue au-dessus de tous les étrangers ? Ces derniers, en particulier les réfugiés politiques et aussi les missionnaires,

pourraient être expulsés sans autre forme de procès si leurs activités sont contraires (mais seul l'état peut juger) à la sécurité nationale.

Cependant, si les dictatures, en attendant la victoire de Reagan, relèvent la tête, les régimes démocratiques, les régimes nationalistes et ceux opposés aux USA ne restent pas inactifs. Car ils se sentent menacés, ou plus exactement mis en sursis par la doctrine Reagan.

## Mexique et Venezuela au secours de la démocratie

C'est ainsi que Jaime Roldos, président de l'Equateur, a proposé, pour septembre prochain, une réunion des chefs d'Etat des nations démocratiques d'Amérique latine. Mais ces tout derniers temps, ce sont le Mexique et le Venezuela qui se détachent le plus dans le combat pour la démocratie.

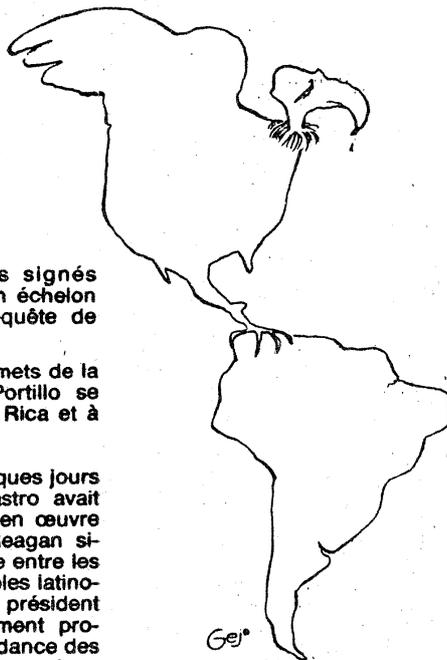
Dans cette perspective s'inscrit aussi la tournée que le président mexicain, José Lopez Portillo, a faite, à partir du 25 juillet, à travers plusieurs pays d'Amérique latine : Brésil, Costa Rica, Cuba, Nicaragua. Certes, cette tournée avait pour but de trouver de nouveaux partenaires économiques : c'est un souci constant du Mexique, qui entend diminuer sa dépendance vis-à-vis du grand voisin du Nord. Le pétrole, dont il est (et dont il sera) un grand producteur, lui offre désormais cette chance; d'importants ac-

cords économiques signés avec le Brésil sont un échelon de plus vers la conquête de cette indépendance.

Mais les deux sommets de la tournée de Lopez Portillo se sont situés au Costa Rica et à Cuba.

A Cuba — où, quelques jours auparavant, Fidel Castro avait déclaré que la mise en œuvre du programme de Reagan signifierait « une guerre entre les Etats-Unis et les peuples latino-américains », — le président mexicain s'est nettement prononcé pour l'indépendance des pays de la zone, en condamnant la bipolarisation de la politique mondiale, la guerre froide et les tentatives des super-puissances en vue d'influer sur les événements en Amérique centrale et dans les Antilles; parlant de l'autodétermination, il l'a qualifiée de « vérité de base de tous nos peuples ». Et, passant à la mise en pratique de ces principes, il a appuyé les grandes revendications cubaines : retrait des Américains de la base de Guantanamo, levée de l'embargo commercial des USA et fin des violations de l'espace aérien cubain.

Au Costa Rica, le président mexicain a passé — en compagnie de son homologue véné-



zuélien, Luis Herrera Campins — un acte important pour l'avenir de la région centre-américaine. En effet, Mexico et Caracas ont décidé d'apporter une aide économique concrète aux pays de la région pour les aider à construire une économie moderne et, ainsi, à prévenir les risques de destabilisation politique ou de mise en dépendance. Les deux pays vont en effet livrer 160000 barils de pétrole par jour au Costa Rica, à la Barbade, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, à la Jamaïque, au Nicaragua, à Panama, à la République Dominicaine (et même à Cuba si ce

pays le demande); ce pétrole sera payé par les intéressés au prix de l'Opep, mais 30 % de la facture bénéficiera de crédits extrêmement avantageux.

Lopez Portillo, l'héritier de la première révolution latino-américaine (il l'a rappelé à Cuba), et Herrera Campins le démocrate-chrétien (la démocratie chrétienne a réussi un certain retour dans cette partie du monde) travaillent ainsi, incontestablement, à la réalisation de l'unité latino-américaine et de la démocratie. Pour le Mexique surtout cette réalisation est vitale : le premier voisin des USA sait fort bien que sa garantie d'indépendance réside dans la puissance et l'indépendance du reste de l'Amérique latine. La meilleure manière de refuser d'entrer dans la « forteresse » de Ronald Reagan c'est de pouvoir compter sur un jeu aussi fort que possible d'autres alliances.

Quoi qu'il en soit, la partie qui va se jouer entre Washington (quel que soit, d'ailleurs, le vainqueur de novembre) et les peuples d'Amérique latine s'annonce serrée. Les USA doivent nécessairement réviser leur politique vis-à-vis de l'Amérique latine s'ils veulent conserver leur chasse gardée. Mais vont-ils appuyer la marche à la démocratisation ou soutenir, encourager et augmenter les régimes forts? Qu'il y ait des « réticences » (et il y en aura de la part des dictateurs qui ne veulent pas disparaître) ou qu'il y ait une multiplication des régimes forts, l'avenir, pour les peuples, s'annonce difficile.

**Christian RUDEL**

in: La Croix, 13/8/1980